



Près de 3,8 millions d'Haïtiens vivent en insécurité alimentaire. C'est ce qu'a déclaré le directeur exécutif de la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), Camille Chalmers, le vendredi 24 avril dans les locaux de la Plateforme des organisations haïtiennes de défense des droits humains (POHDH) sis à l'impasse Mont Joli/ Turgeau.

Il a fait cette déclaration lors d'une conférence-débat autour du terme « une réforme agraire pour une production nationale garantissant le droit à l'alimentation des citoyens ». Les dirigeants de la POHDH, par cette initiative, s'engagent entre autres, à passer en revue les différents problèmes socio-économiques, politiques et culturels du pays en vue d'y proposer des solutions adéquates.

M. Chalmers a mis l'emphase sur la nécessité pour les filles et fils d'Haïti de s'inscrire dans le cadre de la bataille qui permettra de récupérer la souveraineté du pays. Cette démarche, dit-il,

contribuera à sortir le pays du plan néolibéral.

Il assimile ce plan à un cancer pour l'économie du pays (une économie à double vitesse, l'une traditionnelle et l'autre moderne). Fustigeant cette thèse, le numéro un de la PAPDA soutient que près de 50-60% de la population active travaillent dans le secteur agricole. Alors que seulement 4-5 % du budget national y sont alloués, déplore-t-il.

De plus, le militant (altermondialiste) rappelle que près de 93 mille familles dépendent de la production rizière. La politique néolibérale, souligne-t-il, est un blocage économique résultant du rapport de production entretenu avec la Terre dans le pays. Il représente, déclare M. Chalmers, un danger pour l'avenir du pays si l'on veut éliminer le nombre de compatriotes vivant en insécurité alimentaire.

RA/HPN

Photo: AP